GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:
RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge,
à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

ABONNEMENT:
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS:
Un an, 72 fr.
Six mois, 36 fr. | Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER:
Le port en sus, pour les pays sans
échange postal.

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour de cassation (ch. des requêtes). — Bulletin: Chose jugée; ordre; fixation de créance; rap- port en moins prenant; prélèvement; cassation; intérêt; moyen sans objet. — Légataire universel; legs particu- liers; charges de la succession; droit de mutation; en- registrement. — Cour impériale de Paris (1^{re} ch.): Testament et donation par contrat de mariage; deman- de en nullité pour cause de démence du disposant. — Tribunal de commerce du Havre: Abordage; re- morquage en Seine; faute; remorqueurs se devançant; protestations; signification; absence d'huissier; fin de non-recevoir. — Tribunal de commerce de Marseille. — Justice criminelle. — Cour d'assises de la Mayenne: Assassinats et vols. — Tribunal correctionnel de Pri- vaud: Violation de sépulture. — 1^{er} Conseil de guerre de Paris: Insoumission à la loi du recrutement; noti- fication de l'appel à l'activité.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (ch. des requêtes).

Présidence de M. Nicias-Gaillard.

Bulletin du 8 novembre.

CHOSE JUGÉE. — ORDRE. — FIXATION DE CRÉANCE. — RAPPORT EN MOINS PRENANT. — PRÉLÈVEMENT. — CASSATION. — INTÉRÊT. — MOYEN SANS OBJET.

I. Quand une somme d'argent donnée en avancement de paiement doit être rapportée à la succession du donateur, le rapport doit se faire en moins prenant, et, dans ce cas, il y a lieu, tout à la fois, de déduire le montant de la somme rapportée du chiffre des droits héréditaires du cohé- ritaire tenu au rapport, et d'autoriser son cohéritier à pré- lever, sur la masse héréditaire, une somme égale à celle dont le rapport lui est dû.

II. En matière d'ordre, quand la contestation a porté, devant le Tribunal saisi, sur la fixation du chiffre de la créance des créanciers produisant, l'autorité de la chose jugée fait obstacle à ce que les mêmes contestations soient renouvelées, quant à cette fixation, devant les Tribunaux qui ont à régler ultérieurement, entre les mêmes parties, des ordres différents.

III. Le maintien par la chambre des requêtes du chef d'un arrêt qui enlève leur intérêt à des moyens de cassa- tion étrangers à ce chef, rend sans objet l'examen de ces moyens.

Rejet, après délibéré en la chambre du conseil, du pourvoi formé par M. Lucien Prudent contre un arrêt de la Cour impériale de Dijon, du 8 mars 1858. M. Nicolas, rapporteur; M. Blanche, avocat-général, conclusions con- formes; plaidant, M^e Ripault.

LÉGATAIRE UNIVERSEL. — LEGS PARTICULIERS. — CHARGES DE LA SUCCESSION. — DROIT DE MUTATION. — ENREGIS- TEMENT.

Les legs particuliers qui n'ont pas été payés par le lé- gataire universel avant son décès arrivé antérieurement à l'expiration du délai qui lui avait été accordé pour les ac- quiescer, ne doivent pas être compris comme dettes et charges dans l'actif de sa succession et être soumis au droit de mutation, quand, d'une part, ce droit avait été déjà perçu lors de la déclaration faite, après le décès du testateur; que, d'autre côté, ce dernier avait assigné une somme spéciale pour l'acquiescement desdits legs, et qu'enfin le légataire universel n'avait accepté la succession que sous bénéfice d'inventaire et n'avait pas ainsi confondu le montant desdits legs dans ses biens person- nels.

Admission en ce sens du pourvoi des époux Montbres- nous contre un jugement du Tribunal civil de Trévoux, en date du 25 mars 1858.

M. d'Esparbes, rapporteur; conclusions conformes de M. Blanche, avocat-général. — Plaidant, M^e Jager- schmidt.

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (1^{re} ch.).

Présidence de M. le premier président Devienne.

Audiences des 5 et 8 novembre.

TESTAMENT ET DONATION PAR CONTRAT DE MARIAGE. — DEMANDE EN NULLITÉ POUR CAUSE DE DÉMENCE DU DIS- POSANT.

La demande en nullité de testament et d'une donation uni- verselle faite par le mari dans le contrat de mariage, et l'articulation de faits de démence à l'appui de cette de- mande, ne peuvent être rejetées par le motif que le ma- riage qui a suivi ce contrat n'a pas été attaqué et que, le contrat et l'acte de mariage seraient indivisibles.

M. Tremblay, parti pour l'armée comme simple soldat, a successivement acquis tous les grades jusqu'à celui de colonel; au cours de sa carrière militaire, il a passé seize années en Algérie; il avait reçu plusieurs blessures assez graves, une balle l'avait frappé au cou et n'avait pu être guérie; il était résulté de ces blessures une paralysie ac- tuelle de la main, une paralysie partielle des organes de la voix, d'autres désordres encore. En septembre 1855, il fut mis en non activité pour infirmités temporaires; il était alors commandeur de la Légion-d'Honneur; il avait cinquante-huit ans.

M. Tremblay avait connu, à Poitiers, sa dernière gar- çonne, une demoiselle Céline Lefebvre, qui avait deux en- fants, et qui louait, dans une maison appartenant à elle et à son père, des appartements meublés; parmi les locatai- res se trouvaient des officiers du régiment du 10^e lan- çons, commandé par le colonel Tremblay. Au mois d'août 1855, M. Lefebvre vint avec son père s'éta- blir à Paris, rue de Laval. Le colonel Tremblay, après sa mise en non activité, vint aussi prendre un logement à Paris, rue Fontaine-Saint-Georges, dans le même quar- tier. Le 15 novembre 1855, le colonel fit, par-devant no- taire, un testament contenant un legs universel au profit de Céline Lefebvre, à charge d'une rente viagère de

de M^{lle} Céline Lefebvre, souvent appelée Eugénie (ce sont 1,200 au profit du beau-frère du disposant; il fut constaté qu'en raison de l'affection connue sous le nom de *delirium tremens* dont le colonel était atteint, il ne pou- vait signer le testament.

Le 8 décembre suivant, M. Tremblay, épousant M^{lle} Lefebvre, lui fit, par contrat de mariage, donation en toute propriété de la moitié de ses biens, déclarant, dans cet acte, qu'il ne révoquait pas son testament, lequel de- vait recevoir son plein et entier effet.

Il décéda le 4 février 1856. Ses héritiers ont attaqué le testament et la donation: ils ont articulé des faits qui attesteraient la démence de l'auteur de ces actes. Le Tri- bunal de première instance de Paris a admis cette arti- culation par un jugement du 11 février 1857, ainsi conçu:

« Le Tribunal,
« En ce qui touche la demande principale de Girault, des époux Prudent et des époux Vatonne;
« Attendu qu'aux termes de l'article 901 du Code Napoléon pour faire une donation entre-vifs ou un testament il faut être sain d'esprit;

« Que cette disposition est générale dans ses termes et doit recevoir son application, quelles que soient la forme et la nature des actes;

« Attendu que Girault et consorts prétendaient que lors du testament fait par le colonel Tremblay le 15 novembre 1855 et lors de la donation par lui consentie dans le contrat de ma- riage du 8 décembre suivant, il ne jouissait plus de la pléni- tude de ses facultés intellectuelles, et que, d'ailleurs, sa vo- lonté, s'il est en avoir dans l'état d'insanité où il était tombé, n'était point libre, par suite de la domination qu'exerçait la fille Lefebvre aujourd'hui sa veuve, au profit de laquelle ont été faites les dispositions attaquées, et des moyens artificiels employés par elle;

« Attendu que les faits articulés à cet égard par les deman- deurs sous les numéros 1, 3, 4, 9, 10 et 11 sont de nature, s'ils étaient prouvés, à justifier les prétentions des demandeurs et à invalider le testament et la donation dont s'agit;

« Qu'ils sont, dès lors, pertinents et admissibles;

« Que les faits articulés sous les numéros 5, 6 et 7, sans avoir la pertinence des premiers, sont de nature cependant à les éclairer et à les fortifier, et qu'à ce titre ils sont également admissibles;

« Que les deuxième et douzième faits étant constatés par pièces ne doivent pas donner lieu à une enquête;

« Qu'enfin le huitième, entièrement personnel à la fille Le- febvre, est étranger au colonel et non pertinent et inadmis- sible;

« Attendu que s'il est constaté par le notaire que le testa- ment en question a été dicté par le testateur cette constatation qui n'est point attaquée en elle-même par les demandeurs et ne saurait l'être que par la voie de l'inscription de faux, a, sans doute, une valeur morale, que la défenderesse pourra faire valoir, s'il y a lieu, lors de l'examen des faits après l'enquête, mais qu'elle ne saurait, par elle-même invalider d'avance ces faits et faire aucun obstacle à cette enquête;

« Que les pièces et documents invoqués par la veuve Trem- blay ne sont pas de nature à détruire les faits articulés;

« Admet Girault et consorts à faire par voie d'enquête ordi- naire, en la forme accoutumée devant M. de Veyrac, juge que le Tribunal commet à cet effet et qui, en cas d'empêchement, sera remplacé par tel autre juge qui sera nommé par le pré- sident du Tribunal sur simple requête, la preuve des faits sui- vants:

« Premièrement: Que le colonel, dans le commencement du printemps de 1855, s'est trouvé frappé de fréquentes atteintes de paralysie, à la suite desquelles il éprouvait une grande prostration morale et physique;

« Deuxièmement: Que dès les premiers jours de septembre 1855 il a été reconnu atteint du *delirium tremens*; que depuis ce temps, notamment, il a été dans un état à peu près continu de démence, se promenant souvent dans sa chambre le pistolet au poing, disant tantôt qu'on voulait l'assassiner, tantôt l'empoisonner;

« Troisièmement: Qu'en novembre et décembre 1855 spé- cialement, il était dans un état que l'on appelle l'enfance sé- nile, ayant perdu totalement la mémoire, ne reconnaissant plus ses anciens camarades de l'armée, les plus intimes, ayant la langue épaisse, les yeux hagards, faisant des réponses incohérentes aux questions qu'on lui adressait;

« Quatrièmement: Que le colonel, attiré dans la maison meublée, tenue à Poitiers par la fille Lefebvre, fut bientôt sé- duit par celle-ci dans l'état d'affaiblissement de ses facultés intellectuelles;

« Que, plein de l'idée qu'il obtiendrait le grade de général, il voulait solliciter à Paris où l'appelaient d'ailleurs les soins qu'exigeaient sa santé;

« La fille Lefebvre quitta Poitiers quelque temps avant lui et vint s'établir à Paris pour y suivre auprès de Tremblay son œuvre de spoliation;

« Cinquièmement: Qu'elle s'installa auprès du colonel, le tenant autant que possible à l'écart de tous ses parents, de tous ses anciens compagnons d'armes; que si le colonel a reçu par hasard la visite de quelques uns de ces derniers, c'est qu'ils l'avaient rencontré dans une de ses sorties et avaient su de lui sa demeure;

« Sixièmement: Que le 15 novembre, jour où il aurait dicté son testament au notaire Dumas, il était plus particulièrement hors d'état de comprendre la portée de l'acte que la fille Le- febvre attachait à sa faiblesse, qu'il ne pouvait pas même si- gner;

« Septièmement: Que le colonel avait toujours vécu dans les meilleurs termes avec sa famille, qu'il avait pour ses parents et spécialement pour la branche Girault, une affection qui avait pour base, non seulement les liens du sang, mais encore un service important rendu en 1829, service qui avait sauvé les épaulettes de Tremblay, alors lieutenant;

« Huitièmement: Qu'au moment où s'était ouverte la suc- cession Deloge, parent commun du colonel et des familles Gi- rault et Goulet, il avait cru d'abord qu'il devait y avoir un partage égal entre les divers consorts;

« Neuvièmement: Que quand il avait appris qu'étant d'un degré plus proche il devait tout recueillir, il avait annoncé hautement qu'il ne se considérait à leur égard que comme dépositaire, et qu'il rendrait en tous cas à ses parents la part de cet héritage à laquelle, suivant lui, ils auraient eu droit, si la représentation avait été admise, et qu'il a persisté dans ces dispositions jusqu'au jour où la maladie l'a frappé;

« Sauf à la veuve Tremblay à faire la preuve contraire. »

M^{me} veuve Tremblay est appelante.

Le mariage, sauve pareillement les effets civils qui en résultent. M^e Mathieu appuie cette doctrine de l'opinion de M^e Tro- plong, qui lui-même cite, au soutien de la même thèse, des arrêts des parlements de Paris (1604) et Aix (1643), et expli- que par des circonstances de faits la jurisprudence en appa- rence contraire consacrée par un arrêt de cassation du 23 sep- tembre 1831.

Au surplus, en fait, M^e Mathieu expose que le colonel Trem- blay n'a voulu, en épousant M^{lle} Lefebvre, et en faisant pour elle des dispositions avantageuses, que récompenser les soins qu'il en avait reçus. Pendant les derniers mois de son exis- tence, il a résisté aux conseils de son ami, le colonel C..., qui ne voulait pas de ce mariage; sa détermination, parfai- tement réfléchie, lui était dictée par les nécessités de sa situa- tion, et par la reconnaissance.

L'articulation des héritiers est en contradiction avec leur propre correspondance, contemporaine des actes qu'ils incriminent, et dans laquelle ils parlent au colonel comme à un homme en pleine possession de ses facultés intellectuelles. Après le mariage accompli, M^{me} D..., l'une des héritières, écri- vait à la nouvelle épouse, en l'appelant *mon aimable cou- sine*; et voici une lettre de la même, où on lit: « Vous me dites que vous ne voulez pas influencer mon cou- sin; je vous prie, au contraire, de l'influencer en ma faveur. »

Autres lettres de la même époque, émanées de personnes étrangères à la famille, attestent l'intégrité d'esprit du colonel. Il est décédé à la suite d'une *albuminurie*, sorte de variété du *diabète*; mais cette maladie ne détruit pas la raison; le cé- lèbre astronome Arago, qui y a succombé, avait conservé jus- qu'à son dernier moment sa haute intelligence.

Si on voulait, en définitive, annuler le contrat de mariage, il ne faudrait pas s'en prendre à la seule clause de la donation, il faudrait prononcer cette annulation pour le tout, et la consé- quence serait l'établissement de la communauté légale, qui donnerait à M^{me} veuve Tremblay la moitié de la succession.

M^e Crémieux, avocat des intimés, répondant à la doctrine adverse, fait remarquer que, sous l'ancienne jurisprudence, le mariage d'un insensé contracté, par exemple, avec une fem- me perdue, pouvait subsister, tandis que le contrat de maria- ge était annulé. Il expose que l'opinion citée de M. Troplong n'est autre chose qu'un rapport préparé par ce jurisconsulte à l'occasion d'un pourvoi qui, par le fait du désistement du de- mandeur, n'a pas été suivi d'un arrêt, et que, par là même, la doctrine contraire de la Cour de Paris, résultant de l'arrêt attaqué, peut être invoquée nonobstant cette opinion, sur la- quelle, dit l'avocat, « je ne sais ce qu'aurait décidé la Cour de cassation. »

M^e Crémieux soutient l'admissibilité des faits articulés, et, entre autres considérations, il produit une lettre du colonel Tremblay, en date du mois d'août 1855, où, parlant de pa- rents autres que les intimés, il dit: « Les loups de la Nièvre et les goulus de la Chapelle ne trouveront rien dans ma suc- cession. »

M. l'avocat-général Barbier rejette la doctrine de l'in- divisibilité prétendue du mariage et du contrat de mariage, entre lesquels il établit une différence profonde, à savoir, que le mariage est d'intérêt et d'ordre publics, et le con- trat de pur intérêt privé.

M. l'avocat-général, reconnaissant la pertinence des faits articulés, conclut à la confirmation du jugement.

« La Cour,
« Sur la fin de non-recevoir opposée par l'appelante à l'ad- mission de la preuve offerte relativement au contrat de ma- riage du 8 décembre 1855;

« Considérant qu'on ne peut reconnaître la liaison absolue que l'appelante entend établir entre l'acte et le contrat de mariage;

« Que le premier, qui détermine la condition des person- nes, intéresse directement l'ordre public; que le second ne régit que les intérêts pécuniaires des parties; qu'enfin la loi a posé pour la demande en nullité de l'acte de mariage des ré- gles qu'elle n'a nulle part répétées pour les contrats, et spé- cialement pour celui de mariage;

« Considérant qu'on ne peut étendre arbitrairement des dis- positions exceptionnelles; que les rapports évidents qui existent entre le contrat de mariage et le mariage lui-même, font naître une considération puissante pour que le premier soit difficilement détruit, quand le second est maintenu; mais que ce n'est point là une règle de droit qui puisse être oppo- sée comme fin de non-recevoir à une demande en nullité de contrat;

« Adoptant, au fond, les motifs des premiers juges,
« Confirme. »

TRIBUNAL DE COMMERCE DU HAVRE.

Présidence de M. Postel.

Audience du 2 novembre.

ABORDAGE. — REMORQUAGE EN SEINE. — FAUTE. — REMOR- QUEURS SE DEVANÇANT. — PROTESTATIONS. — SIGNIFICA- TION. — ABSENCE D'HUISSIER. — FIN DE NON-RECEVOIR.

I. Le capitaine d'un remorqueur trainant à sa suite un convoi de bateaux engage sa responsabilité et commet une faute de manœuvre lorsque, ayant devant lui un autre re- morqueur suivi également d'un convoi et se trouvant dans une passe qu'un seul convoi pouvait traverser sans dan- ger, il cherche volontairement à devancer le remorqueur qui le précède.

En conséquence, si par suite de cette manœuvre, le remor- queur qui se trouvait en tête s'est vu forcé de sortir de la passe et s'il est résulté pour lui et les navires qu'il re- morquait des avaries quelconques, ces avaries doivent être mises à la charge du capitaine qui les a occasionnées par la manœuvre à laquelle il s'est livré pour passer en tête.

II. L'action en indemnité pour cause d'abordage ne peut être écartée par la fin de non-recevoir, édictée par les ar- ticles 435 et 436 du Code de commerce, et résultant de si- gnification dans les vingt-quatre heures, si, dans le port le plus voisin du lieu du sinistre où le capitaine du navire abordé s'est rendu pour faire son rapport, il n'y avait pas d'huissier, le capitaine se trouvant ainsi dans l'impos- sibilité d'agir, faute de pouvoir faire signifier par un offi- cier compétent ses protestations et réclamations.

Le 30 décembre de l'année dernière, le remorqueur le *Vésuve*, capitaine Lebris, appartenant à M. Dally, se trouva en Seine dans les passes d'avant l'enrochement en aval de Quillebeuf. Il se dirigeait vers Rouen, remor- quant trois navires à sa suite. Derrière lui, venait le re- morqueur le *Rouen*, capitaine Boudevillain, de la maison Lenormand fils, trainant cinq navires à sa suite.

Il paraît qu'à cet endroit la largeur du chenal ne per- met pas à deux convois de passer de front; néanmoins, le remorqueur le *Rouen* manœuvra pour passer à l'avant du *Vésuve*; il résulta de cette manœuvre que le *Vésuve* se vit rejeté hors du chenal; deux des navires qu'il remor- quait s'échouèrent et ne purent être renfloués que le len-

demain; leurs remorques se rompirent, et le troisième navire coupa la sienne; enfin ces navires abordèrent le *Vésuve*, qui eut sa chaloupe brisée et son arrière dé- foncé.

Le capitaine Lebris prétendit que ces accidents prove- naient de la manœuvre et de la faute du capitaine Boude- villain, qui à l'expérience de la Seine, et auquel il aurait dit de s'arrêter. Après l'événement et pour constater ses prétentions à une indemnité, le capitaine Lebris se rendit à Quillebeuf et y fit son rapport de mer devant le sup- pléant du juge de paix, qui visa son livre de bord. Mais il ne fit pas signifier de protestations; aucun huissier ne ré- sidant à Quillebeuf, l'huissier le plus proche se trouvant à une distance de deux ou trois lieues de ce dernier point.

Le capitaine Lebris continua ensuite sa route pour Rouen; quand il y arriva, le capitaine Boudevillain en é- tait reparti; bref, le capitaine Lebris ne rentra au Havre que le 3 janvier, qui était un jour férié, et ne fit signifier ses réclamations, avec assignation devant le Tribunal, que le lendemain 4 janvier.

Le Tribunal saisi de la demande du capitaine Lebris, renvoya l'affaire à l'examen de M. Lemihy, capitaine visiteur. Après le dépôt de son rapport, qui ne concluait que sur le fond, aucun incident particulier n'ayant encore été soulevé, le capitaine Boudevillain excipa des articles 435 et 436 du Code de commerce et soutint que l'action du capitaine Lebris et de son armateur était non receva- ble pour défaut de signification dans les vingt-quatre heu- res. A cette exception il fut répondu que le capitaine Le- bris s'était trouvé dans l'impossibilité d'agir, et le Tribu- nal commit de nouveau M. Lemihy pour instruire l'affai- re sur ce point. Sur le dépôt d'un second rapport, l'affai- re est revenue à l'audience en état sur l'exception et sur le fond. Le capitaine Boudevillain, en persistant dans la fin de non-recevoir par lui invoquée, a décliné, au sur- plus, toute responsabilité dans les accidents du 30 dé- cembre, qu'il attribuait plutôt à la fausse manœuvre du capitaine Lebris.

Le Tribunal a rendu le jugement suivant:

« En ce qui concerne la fin de non-recevoir invoquée par Boudevillain:

« Attendu que Lebris, aussitôt son navire en sûreté, s'em- pressa de se rendre à Quillebeuf pour faire ses protestations et se mettre en règle;

« Attendu que Quillebeuf ne possédant pas d'huissier, ledit capitaine fit viser son rapport par le suppléant du juge de paix, seule autorité qui se trouvait apte à le recevoir audit lieu;

« Attendu qu'à son arrivée à Rouen, le remorqueur le *Rouen* en était déjà reparti; que deux jours d'un brouillard très épais mirent Lebris dans la nécessité de ne rentrer au Havre que le 3 janvier, jour férié, et de ne faire assigner Boudevillain que le lendemain, c'est-à-dire le 4 janvier;

« Attendu qu'il est établi, et ses adversaires ne sau- raient le méconnaître, que Lebris s'est trouvé dans l'impos- sibilité d'agir judiciairement avant la date à laquelle il l'a fait;

« Que, du reste, il est juste d'admettre que le visa qu'il avait eu soin de faire apposer sur son livre de bord par le suppléant du juge de paix de Quillebeuf était déjà une preuve de l'intention qu'il avait d'agir contre Boudevillain, et que cette autorité était parfaitement compétente pour recevoir le rapport dudit capitaine;

« Attendu que lors de la première réunion qui eut lieu chez M. le commissaire rapporteur, Boudevillain n'invoqua nullement les moyens d'exception tirés des articles 435 et 436 du Code de commerce; que ce ne fut que plus tard qu'il éleva cette prétention comme moyen d'échapper aux poursuites évi- rigées contre lui;

« Au fond,

« Attendu qu'à la date du 30 décembre dernier, le vapeur *Vésuve* quitta le Havre, remorquant trois navires d'un tirant d'eau de 3 mètres 33; qu'arrivé à la hauteur du pointail de Tancarville, se trouvant à petite distance du vapeur le *Casi- mir*, trainant une goélette, le remorqueur le *Rouen*, qui con- duisait cinq navires d'un moindre tirant d'eau, s'obstina à passer par habord sur l'avant du *Vésuve*, forçant ainsi ce der- nier à sortir du chenal en venant sur tribord; qu'il s'ensuivit que deux des navires à la remorque du *Vésuve* s'échouèrent en brisant leurs remorques, tandis que le troisième coupait la sienne;

« Attendu que cette circonstance provoqua des avaries entre les navires remorqués par le *Vésuve*, abandonnés à eux- mêmes, et principalement à ce vapeur, dont les remorques furent coupées, la chaloupe écrasée, etc.;

« Attendu que ces avaries ont eu pour cause la manœuvre du capitaine Boudevillain, persistant à vouloir passer devant les remorqueurs qui formaient la tête du convoi, quoique sa- chant bien par expérience que le passage, en cet endroit, n'é- tait possible qu'à un seul convoi;

« Qu'en vain le capitaine Boudevillain voudrait faire retom- ber sur la mauvaise manœuvre dont il accuse Lebris les can- ses de ces avaries; que ce moyen est d'autant moins admis- sible que les rapports des pilotes qui montaient les navires re- morqués par lui sont unanimes pour reconnaître que Boude- villain, malgré leurs avertissements, n'a pas voulu diminuer la vitesse de son navire, s'obstinant à passer devant le *Vésuve*;

« Vu le rapport de M. le commissaire, et attendu qu'il ne saurait y avoir aucun doute sur les causes des avaries éprou- vées par le *Vésuve*, lesquelles, d'après détail, s'élèvent à la somme de 780 fr.;

« Par ces motifs,

« Le Tribunal, statuant en dernier ressort, sans s'arrêter à la fin de non recevoir invoquée par le défendeur (le capitaine Boudevillain), le condamne à payer à Lebris le montant des avaries éprouvées, et, pour leur règlement, renvoie les parties devant M. Lemihy, qu'il désigne à nouveau pour en faire la vérification; condamne Boudevillain aux dépens;

(Plaidants, M^e Leveux fils pour M. Dally et le capitai- ne Lebris, et M^e Delange pour le capitaine Boudevillain.)

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE.

Présidence de M. Bruno Péchier, juge.

Audience du 7 octobre.

Détachement d'un blé sur désignation à le droit, si le vendeur mis en demeure n'effectue pas la livraison dans le délai des staries d'usage (quinze jours ouvrables) de faire prononcer la résiliation de la vente.

Voici le texte du jugement rendu sur cette question:

« Attendu que, par accords verbaux, Féraud d'Honorat et C^e, ont vendu au sieur Brunet la quantité de 3,200 hectolitres blé dur d'Ojessa, du poids de k. 131/128 les 100 litres; pour recevoir du navire *Alecto* alors en cours de voyage;

« Attendu que ce navire étant arrivé en ce port, Féraud d'Honorat et C^e ont prévenu, par lettre du 7 du mois de septembre, le sieur Brunet qu'ils tenaient le blé à sa disposition pour le lui livrer soit en transbordement, soit à quai, conformément aux accords ;

« Que le navire *Aleco* ayant pu aborder le quai le 12 septembre, Brunet s'est présenté le 13 pour recevoir; qu'il lui a été livré ce jour-là 320 hect., et le 14, que la livraison a été ensuite interrompue jusqu'au 23, jour auquel 80 hect. ont été encore livrés à Brunet ;

« Attendu que des actes de sommation ont été signifiés par l'acheteur; que, le 19 septembre, il a formé une demande en résolution; qu'à ces significations Féraud d'Honorat et C^e ont répondu par des actes explicatifs et par d'autres sommations de recevoir; qu'enfin le 2 octobre, réitérant leur sommation, ils ont cité Brunet pour faire ordonner la vente aux enchères pour son compte ;

« Que le Tribunal se trouve saisi de la cause par cet ajournement et par celui antérieur de Brunet en résolution ;

« Attendu que, d'après l'article 1610 du Code Napoléon, le vendeur est tenu de délivrer à l'acheteur la chose vendue dans le temps convenu, et, faute d'exécution, l'acheteur peut, à son choix, demander la résolution de la vente ou sa mise en possession, si le retard ne vient que du fait du vendeur ;

« Qu'il s'agit dès lors de déterminer quel est le temps dans lequel la délivrance doit avoir lieu dans une vente à livrer avec désignation du navire porteur de la chose vendue ;

« Attendu que, suivant l'usage établi sur la place de Marseille et adopté par la jurisprudence du Tribunal de céans, l'acheteur, quoique mis en demeure par le vendeur, a pour délai pour recevoir les jours de staries d'usage sur cette même place; que ce n'est qu'après l'expiration de ces staries qu'il peut être tenu de dommages-intérêts envers le vendeur ;

« Que, dans toute convention synallagmatique, les obligations doivent être réciproques et égales, sauf conventions des parties ou dispositions contraires de la loi; que conséquemment, dans le même délai où l'acheteur est tenu de recevoir, le vendeur, de son côté, doit opérer la délivrance de ce qui fait l'objet de la vente ;

« Attendu que, dans l'espèce, l'acheteur a commencé à prendre livraison dès le jour où les staries ont commencé à courir ;

« Qu'après des actes de mise en demeure signifiés les 22 et 28 septembre, l'acheteur a notifié le 29 sa déclaration et sa citation en résolution ;

« Qu'à cet acte, Féraud d'Honorat et C^e ont répondu que s'ils avaient suspendu la livraison, c'était parce que le blé en cours de débarquement n'était pas du poids convenu, et qu'ils avaient livré à un autre acheteur qui n'était en droit d'exiger qu'un poids moindre ;

« Qu'ainsi et les misses en demeure du sieur Brunet et la réponse de Féraud d'Honorat et C^e établissent qu'au 29 septembre tous les retards étaient provenus des vendeurs ;

« Attendu qu'il est vrai que, dans l'exploit en réponse du 29 septembre, Féraud d'Honorat et C^e ont déclaré qu'ils étaient prêts à reprendre la livraison et ont sommé le sieur Brunet de se présenter pour recevoir ;

« Qu'il est vrai encore que Brunet n'a fait dresser aucun procès-verbal pour constater les faits qui se sont passés ;

« Mais qu'après quelques nouveaux actes échangés, on trouve à la date du 2 octobre l'ajournement signifié par Féraud d'Honorat et C^e, dans lequel ils reconnaissent que la veille la livraison a été suspendue parce que le blé n'était pas de poids, et ils somment de nouveau Brunet de reprendre la réception ;

« Attendu que cet acte du 2 octobre établit qu'à la suite de la réponse de Féraud d'Honorat et C^e, du 29 septembre, Brunet s'est encore présenté pour recevoir, et que Féraud d'Honorat et C^e lui ont fait éprouver de nouveaux retards ;

« Que cette preuve équivaut au moins à celle d'un procès-verbal dressé le 1^{er} octobre, et portant que Brunet s'étant présenté, Féraud d'Honorat et C^e ne lui auraient offert que du blé qui n'était pas de poids ;

« Qu'ainsi, cette preuve a été acquise après l'expiration des délais des staries pendant lesquels la livraison n'a été effectuée qu'en partie par le fait des vendeurs ;

« Qu'elle l'a été après une déclaration de l'acheteur qu'il entendait résilier et une citation afin de résiliation ;

« Attendu qu'on ne saurait admettre qu'un vendeur renvoyant sans cesse l'acheteur par défaut de poids ou par toute autre cause, prorogât la livraison même après les délais, et sans livrer alors encore d'une manière sérieuse, réussit par des sommations à écarter la résiliation demandée par l'acheteur ; que par suite, les sieurs Féraud d'Honorat et Comp. ont encouru la résiliation pour la partie du blé restant à livrer ;

« Par ces motifs, le Tribunal joint les instances introduites par le sieur Brunet par ajournement du 29 septembre dernier et par les sieurs Féraud d'Honorat et C^e par citation du 2 octobre contrant, déboute les sieurs Féraud d'Honorat et C^e de leur demande; déclare résiliée la vente faite par Féraud d'Honorat et C^e au sieur Brunet pour la partie qui n'a pas été livrée; condamne les sieurs Féraud d'Honorat et C^e aux dépens. »

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA MAYENNE.

Présidence de M. Turquet, conseiller à la Cour impériale d'Angers.

Audiences des 29 et 30 octobre.

ASSASSINATS ET VOLS.

Aux mois de février et de mars 1858, des vols audacieux se succédant presque sans interruption vinrent jeter l'effroi parmi les populations voisines de la forêt de Mayenne. Un malfaiteur, se cachant dans la forêt, devait évidemment épier la sortie des cultivateurs de leurs maisons pour pénétrer chez eux, briser les portes, défoncer les toitures, forcer les meubles et s'emparer de l'argent et des objets qu'il trouvait lui convenir. Le malfaiteur ne devait pas être poussé seulement par la cupidité, certains vols commis dans de misérables huttes habitées par des bûcherons prouvaient que la faim pressait aussi quelquefois le malfaiteur. Le rapprochement des dates de onze vols commis dans les mêmes conditions révèle cette circonstance que le voleur, quand il avait dérobé une somme importante, disparaissait un instant, interrompait ses méfaits et ne recommençait qu'après avoir dissipé la somme volée. Lorsqu'au contraire les crimes avaient été infructueux, ils se répétaient presque chaque jour.

Bientôt ce malfaiteur, qui échappait à toutes les recherches, enhardi par le succès et l'impunité, ne se borna plus à attaquer les maisons désertes, mais entra avec audace dans celles qui n'étaient gardées que par des femmes ou des vieillards, il essaya d'abord de voler en leur présence, puis il n'hésita pas, à deux reprises, à assassiner en plein jour les gardiens sans défense des maisons qu'il voulait dépourvoir.

C'est le 23 février qu'a été commis le premier de ces deux grands crimes, à la ferme de Souis, en Châillon-sur-Colmont. Les habitants de cette ferme étaient la veuve Legras, âgée de soixante ans, et sa fille nouvellement mariée au sieur J.-B. Derenne. Ce jour-là, neuf heures du matin, les époux Derenne quittèrent leur maison pour aller travailler dans les champs. En rentrant à onze heures, ils trouvèrent dans l'écurie la femme Legras gisant dans une mare de sang. Cette femme avait été frappée de trois coups de couteau ou de poignard à l'abdomen, puis elle avait été égorgée. Son cou portait des traces de deux incisions profondes qui avaient atteint les veines jugulaires et le larynx. L'assassin était entré dans la maison, et, armé d'une hache qui portait encore les traces de ses mains ensanglantées, il avait fracturé les tiroirs d'une armoire et s'était emparé de 580 fr. environ.

La justice n'eut d'abord aucun indice; on avait pu seulement mesurer quelques empreintes incomplètes de pas, et on avait découvert dans le grenier les traces de l'assassin qui probablement s'était caché là pour attendre la

sortie des époux Derenne de leur maison. On savait seulement que des étrangers avaient parcouru le pays en mendiant, que l'un d'eux avait été reçu au Souis; ils furent recherchés et arrêtés; ils donnèrent aussitôt des explications précises et faciles à contrôler. Une vérification eut lieu; elle justifia les inculpés. Le 18 mars, M. le procureur impérial de Mayenne et M. le juge d'instruction s'étaient rendus, avec un des individus soupçonnés, dans les fermes où il disait avoir mendié, lorsque la nouvelle d'un autre assassinat, commis à quelques pas d'eux, vint interrompre les recherches des magistrats, en les forçant à constater l'existence d'un deuxième crime, semblable à l'assassinat de la veuve Legras.

En effet, le 18 mars, vers neuf heures du matin, la femme Menu, âgée de soixante-neuf ans, journalière à la Mercerie en Placé, était demeurée seule dans sa maison; elle était assise près de sa porte qu'elle avait laissée ouverte, lorsque tout à coup un individu entra en lui demandant d'allumer sa pipe, et, sans attendre la réponse de cette femme, il la frappa coups redoublés d'une pierre qu'il avait à la main. La femme Menu à la force de se relever, l'assassin la renversa de nouveau et essaya de lui couper la gorge avec son couteau; enfin saisissant une lourde pierre à aiguiser, il en frappa sa victime, qui, sur le point de succomber, appela au secours son mari comme s'il eût été dans le voisinage. L'assassin effrayé s'arrêta, se leva, mais avant de se retirer, il va vers la huche et y prend un morceau de pain qu'il emporta.

La pauvre femme Menu était alors dans un état affreux; longtemps on a désespéré de la sauver, les coups de pierre avaient produit de graves désordres sur la figure et sur la tête. On coté droit, une plaie transversale de 4 centimètres, faite avec un instrument tranchant, démontrait que, sans l'appel au secours poussé par la femme Menu, cette malheureuse eût été égorgée comme la femme Legras. Lorsqu'on l'interrogea, elle ne put donner le signalement du malfaiteur, elle l'avait à peine entrevu, la terreur d'ailleurs paralysait son esprit. Mais un objet précieux pour la découverte de la vérité avait été laissé par l'assassin dans la maison : les magistrats découvrirent le couteau qui s'était fermé dans sa main au moment où il voulait l'enfoncer dans la gorge de la femme Menu.

Ces deux crimes avaient jeté la consternation dans le pays; on tremblait d'apprendre le nom de quelques nouvelles victimes, lorsque le 23 mars, Rouland, l'accusé, fut arrêté en flagrant délit de vol à Juigné. Les vêtements pleins de sang, une blessure récente à la main droite appelaient sur lui l'attention de la justice. Cet homme, né dans le pays, connaissant la forêt, avait eu, plus qu'aucun autre, la possibilité de commettre les crimes jusqu'ici impunis. Les soupçons n'étaient que trop justifiés par ses antécédents. Rouland venait de subir huit ans de travaux forcés pour vols; il avait été libéré à Brest le 28 janvier 1858 et avait reçu une feuille de route portant Granville pour destination. On devait lui remettre en cette ville 100 francs qu'il avait gagnés en travaillant au bagne; mais, loin d'attendre le versement de cette somme, Rouland avait quitté furtivement Granville dès le lendemain de son arrivée, rompant son ban de surveillance.

Une information fut commencée contre Rouland, et on fut bientôt convaincu de la culpabilité pour trois des vols commis près de la forêt de Mayenne.

C'est le 19 mars, à la Croix-de-la-Touche, en Saint-Georges-Buttavent, qu'a été accompli le premier de ces vols. Les époux Mahouin étaient, ce jour-là, à la foire de Mayenne; à leur retour, ils trouvèrent la porte de leur maison forcée, les meubles avaient été fouillés, sans que le malfaiteur qui avait cherché jusque dans les lits, eût pu trouver la moindre somme d'argent; il s'était emparé d'un couteau, d'un bâton, d'un fourreau de parapluie, de vingt-quatre mouchoirs, de cinq livres de pain, de cent vingt-cinq grammes de beurre; il avait mis des œufs à cuire dans la cendre du foyer; mais la crainte d'être surpris les lui avait fait laisser. Au moment de son arrestation, le 23 mars, Rouland avait sur lui le couteau et une partie des mouchoirs volés; le fourreau de parapluie servait à envelopper une blessure à la main droite et il avait vendu les autres mouchoirs à diverses personnes qu'on a pu retrouver. Rouland, après avoir longtemps nié, finit par avouer sa culpabilité. Un autre vol avait déjà été commis le 16 février chez les mêmes époux Mahouin; Rouland refuse de s'en reconnaître l'auteur.

Le 19 mars, vers onze heures du matin, un étranger était surpris cherchant à pénétrer dans la maison des époux Moreau, à la Grande-Guermière, en Vautort. La porte était déjà fracturée, lorsque les cris d'un témoin firent fuir le voleur, qui, dans sa précipitation, laissa son bâton. Les époux Mahouin reconnurent ce bâton comme celui qui venait de leur être volé par Rouland. Malgré cette preuve, Rouland nie la tentative de vol chez les époux Moreau.

Le 22 mars, les époux Maignan s'étaient absentés de leur hutte, située sur la lisière de la forêt; pendant leur absence, on avait pénétré chez eux par escalade et en brisant la fenêtre, on leur avait volé 80 centimes, six livres de pain, 250 grammes de graisse, une pipe et du tabac, des allumettes, une tabatière, une brosse, du savon et un bâton.

Le 23 mars, jour de son arrestation, Rouland avait encore sur lui une partie des objets ci-dessus, qui furent reconnus par les époux Maignan. Rouland avoue ce vol; mais il en nie un autre accompli précédemment chez les mêmes époux Maignan, dans la journée du 8 février.

Rouland, confronté avec la femme Menu, ne fut pas reconnu par cette femme. Rouland, le jour du crime, était caché dans les bruyères de Torbéchet, n'ayant plus qu'une demi-livre de pain; il l'avoue lui-même. Il a donc dû passer cette journée dans le voisinage du lieu du crime; comme l'assassin, il était pressé par la faim. Le 23 mars, il portait une blessure au petit doigt de la main droite; c'est pour la panser qu'il avait volé le fourreau d'un parapluie des époux Mahouin. Or il est constant que l'assassin de la femme Menu s'est blessé, son couteau s'est fermé dans sa main. Interrogé sur cette blessure, Rouland a donné des explications qui ont été reconnues mensongères. Les vêtements de Rouland étaient tachés de sang; son caleçon portait aux deux genoux de larges empreintes qui prouvaient qu'il avait dû s'agenouiller dans une mare de sang. Une analyse chimique a laissé hors de doute la nature de ces taches; toutes les explications données par Rouland sur ces taches n'ont aucune valeur, et sont démenties. Un expert a constaté que le pantalon de Rouland avait été lavé à l'aide d'un liquide savonneux qui a dû enlever les taches qui s'y trouvaient.

Le couteau laissé par l'assassin chez les époux Menu a l'apparence d'un couteau-poignard; le manche en os porte un écusson noir sur lequel ressort en blanc un personnage vêtu à l'orientale; la garniture est en acier argenté; on ne peut confondre ce couteau avec un couteau ordinaire; plusieurs témoins ont reconnu ce couteau comme ayant appartenu à Rouland. Les dénégations de Rouland sont impuissantes; il est forcé de reconnaître, tout en refusant ses aveux, combien les charges qui pèsent sur lui sont graves.

Quant à l'assassinat de la veuve Legras, les preuves les plus sérieuses ont été réunies contre Rouland par l'instruction. Rouland se défend en invoquant un alibi; longtemps il a prétendu n'être arrivé dans le département qu'au mois de mars; il a donné des itinéraires mensongers; mais ses efforts ont échoué.

On a pu constater sa présence à Mayenne le 9 février; on a pu lire sur le registre de l'auberge le faux nom sous lequel il s'est fait inscrire. Sa sœur reconnait l'avoir vu le 10 février. Il a vécu en voleur dans la forêt de Mayenne jusqu'au 23 février, jour de l'assassinat. Il n'a pu expliquer l'emploi de cette journée; toutes ses allégations à ce sujet ont été reconnues inexactes. Il a fini par dire qu'à l'heure du crime, il était à Laval et à Thevalles. Les témoins invoqués par lui l'ont démenti. Ce qui est probable, c'est sa présence à Laval le 23 février, mais seulement dans la soirée. On a appris effectivement que pendant une nuit qui paraît être celle du 23 au 24 février, un individu se présenta à la porte d'une maison de tolérance tenue à Laval par la veuve Boulay; il était pâle, défilé, tremblant comme un homme qui a fait un mauvais coup; il promettait une somme à l'une des filles de la maison si elle voulait le suivre au village de Thevalles, car il ne voulait pas rester à Laval; il avait une forte somme en or et en argent dans le même sac. Le signalement de cet homme est le même que celui de Rouland.

Quatre jours après l'assassinat, on a pu constater la présence de Rouland à Vitre; en descendant de la gare, il prend la voiture de Fougères, il se dit marchand de chevaux et montre avec ostentation son or et son argent. Un témoin évalue à vingt ou trente le nombre des pièces d'or que contenait son porte-monnaie; c'était bien la somme que devait avoir l'assassin de la veuve Legras. Rouland poursuit son voyage jusqu'à Antrain; il y reste les 28 février, 1^{er}, 2, 3 et 4 mars avec des femmes de mauvaise vie et un nommé Genouvrier, qui depuis a été condamné pour vol qualifié. Rouland paie pour tous, disant qu'on ne dépense pas assez, ajoutant qu'il a 600 fr. en or dans sa poche. Il revient à Fougères et y demeure jusqu'au 9 mars dans une maison de tolérance, dissipant en orgie les 520 fr. volés après l'assassinat de la veuve Legras, puis, lorsque tout est dépensé, il retourne à la forêt de Mayenne, n'ayant plus, d'après son aveu, qu'une demi-livre de pain, en attendant une occasion de commettre de nouveaux crimes.

Rouland n'a pu expliquer la possession légitime d'une somme si importante; il a soutenu qu'elle venait d'économies faites au bagne. Cette assertion est démentie par un libéré de Brest qui a voyagé quelque temps avec Rouland et qui atteste qu'au moment où ils se sont séparés, Rouland n'avait en sa possession que 12 ou 15 francs.

Rouland est acquitté sur le fait de l'assassinat de la femme Perthuis, veuve du sieur Legras, cultivateur au Sorlis, en Châtillon.

Il est condamné aux travaux forcés à perpétuité, comme coupable de tentative d'homicide volontaire sur la personne de Jeanne Duchesne, femme de Jeanne Menu, journalière à la Mercerie, commune de Placé.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PRIVAS.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Tavernol-Champanhet.

Audience du 5 novembre.

VIOLATION DE SÉPULTURE.

M. Charles Bouras, ancien conservateur des hypothèques du département de l'Ardèche, comparait devant le Tribunal de police correctionnel sous la prévention de violation de sépulture. L'affluence du public est très grande. L'audience a lieu dans la salle de la Cour d'assises. Voici les faits de cet étrange procès, tels qu'ils résultent de l'instruction et des débats :

M. Emile Bouras, juge au Tribunal de première instance de Privas pendant plus de trente ans, est mort le 28 septembre dernier, et il a été inhumé le lendemain matin, à neuf heures. Tous ses compatriotes aimaient et regrettaient en lui l'homme probe, le magistrat éclairé et impartial. Toute la ville assista à son enterrement. M. Emile Bouras avait institué pour ses légataires universels M. Charles Bouras et M^{me} Charles Bouras. Ils devaient se partager par moitié une succession qui s'élevait au moins au chiffre de 160,000 francs. M. Charles Bouras avait déjà une fortune qu'on évaluait à environ 800,000 francs. Les légataires prièrent un de leurs amis de veiller aux formalités des obsèques; ils lui donnèrent le pouvoir d'agir en leur nom et pour eux, comme il agirait pour lui-même dans une pareille circonstance. Ils voulaient se concentrer dans leur douleur et pleurer dans le silence leur frère et leur bienfaiteur. L'ami de la famille Bouras usa de son mandat d'une manière convenable. D'après la fortune du testateur, sa position élevée, la richesse des légataires, il exigea un convoi de premier ordre et il fit inhumer les dépouilles mortelles de ce magistrat dans une concession perpétuelle. Huit jours s'étaient écoulés depuis ce douloureux événement, lorsque M. le secrétaire de la mairie se rendit dans la maison Bouras pour recevoir la somme de 480 francs, prix de la concession. M. Bouras était absent. Il s'adressa à M^{me} Bouras : cette dame lui répondit que son mari ne lui avait parlé que d'une concession trentenaire et qu'elle ne devait payer que 90 fr., argent qu'elle était prête à donner. Sur le refus d'accepter de la part de M. le secrétaire, M^{me} Bouras dit qu'elle allait écrire à son mari pour lui faire connaître ce malentendu. Cette lettre fut écrite. M. Bouras arriva sans retard et aussitôt il se transporta à la mairie, où il déclara qu'on avait outrepassé ses ordres, qu'il ne voulait qu'une concession trentenaire, et qu'il ne paierait que 90 francs. M. le secrétaire lui répondit que la chose était faite, qu'on ne pouvait plus y remédier; qu'au reste, il était étranger à l'affaire.

M. Bouras se rendit chez M. le maire; il répéta qu'on avait outre-passé ses ordres, qu'il n'avait point demandé de concession perpétuelle, mais une concession trentenaire seulement; qu'il entendait qu'on exécutât sa volonté et qu'il ne paierait que 90 francs. M. le maire lui fit observer qu'on avait suivi les ordres de son mandataire; qu'en outre, la chose était faite, que rien ne pouvait la changer, qu'il n'y pouvait rien. M. Bouras déclara formellement qu'il ne paierait pas. Il ajouta : « Je trouverai un moyen. » Cette discussion se prolongea longtemps; elle eut pour résultat la permission plus ou moins formelle d'exhumer le corps de M. Emile Bouras. Dans la nuit, à la clarté d'une mauvaise lanterne, le corps fut en effet exhumé et replacé dans une fosse creusée sur le terrain affecté aux concessions trentennaires. Cette exhumation mystérieuse resta trois jours sans être connue, puis elle fut révélée.

Le ministère public, informé de ce fait, crut y rencontrer les caractères constitutifs du délit de violation de sépulture.

M. Bouras, le fossoyeur, ses cinq gardes, et sa femme qui avait tenu la lanterne, furent cités à comparaître à l'audience du 14 octobre dernier. A cette audience, M. Bouras demanda un renvoi pour se pourvoir d'un avocat.

L'affaire est revenue à l'audience du 4 novembre. Une foule immense se presse dans la vaste salle. Les places réservées sont envahies par les magistrats, les autorités, les principaux fonctionnaires et par les membres du Tribunal. Les tribunes sont bien petites pour contenir le grand nombre de dames en élégantes toilettes qui ont bravé un froid très vif pour assister à ce procès curieux.

Sur le banc des prévenus sont assis M. Bouras, le fossoyeur, ses cinq aides et sa femme.

M^{me} Nogent Saint-Laurens, du barreau de Paris, est as-

sis au banc de la défense. Il est entouré du fils, du gendre, du beau-frère de M. Bouras.

Le siège du ministère public est occupé par M. Auzéas, substitut.

Après les questions d'usage, M. le président procède à l'audition des témoins. Ils sont au nombre de quatre, trois à charge, un à décharge : M. le maire, M. le commissaire, M. l'architecte de la Ville, et M^{me} Comte, notaire.

Aucun fait nouveau n'a été révélé aux débats. La parole est donnée à M. Auzéas. Ce magistrat a soutenu la prévention contre tous les prévenus.

M^{me} Nogent Saint-Laurens a établi que M. Charles Bouras qui ne connaissait pas la division du nouveau cimetière de Privas en tombes perpétuelles et en tombes temporaires, avait demandé pour l'inhumation de son frère défunt la place la plus honorable; qu'ayant ensuite, avant l'enterrement, placé les divisions établies dans le cimetière, il avait demandé, après son frère une tombe temporaire, son intention étant formée depuis longtemps de faire transporter les cendres de son frère dans la chapelle de sa campagne de Freyenet, dans la forêt que son domicile depuis qu'il avait été admis à la retraite, que cette demande, reçue par M. le maire et transmise par ce magistrat à ses subordonnés avait été mal comprise; et qu'après cette nouvelle, M. Charles Bouras s'était récrié et exigé, malgré les faits accomplis, que le corps de son frère fût placé dans une tombe temporaire; qu'alors M. le maire avait fait procéder à l'exhumation du défunt et à son inhumation immédiate dans une tombe temporaire. M^{me} Nogent a conclu à l'acquiescement de ses clients.

Le Tribunal, après une courte délibération, a rendu le jugement dont suit à peu près la teneur :

« Attendu que la police du cimetière appartient exclusivement au maire ;

« Que le maire a seul le droit d'autoriser les inhumations et les exhumations ;

« Que son pouvoir, à cet égard, est discrétionnaire ;

« Qu'aucune forme n'est prescrite par la loi pour ces sortes d'autorisations ;

« Qu'ainsi le maire de Privas a pu autoriser, même véritablement, l'exhumation dont s'agit, et qu'en se conformant à ses ordres les prévenus (outre M. Charles Bouras, plusieurs personnes et le fossoyeur étaient compris dans la prévention) n'ont commis aucun délit ni aucune contravention ;

« Par ces motifs, « Le Tribunal les renvoie de la plainte portée contre eux, sans dépens. »

II^e CONSEIL DE GUERRE DE PARIS.

Présidence de M. de Castagny, colonel du 82^e régiment d'infanterie de ligne.

Audience du 5 novembre.

INSOUMISSION A LA LOI DU RECRUTEMENT. — NOTIFICATION DE L'APPEL A L'ACTIVITE.

C'est sous la qualification de jeune soldat que le nommé François-Julien Blanchard, conscrit d'une classe antérieure à la révolution de 1848, est amené devant le Conseil de guerre pour répondre à la prévention d'insoumission à la loi du recrutement, parce qu'il n'aurait pas obéi à un ordre de route délivré à son nom par le ministre de la guerre; délit prévu par l'article 39 de la loi de mars 1832, et par l'art. 230 du Code de justice militaire.

Personne n'ignore que tout jeune Français peut, antérieurement à l'appel de sa classe, usant de sa liberté individuelle, transporter son domicile ou sa résidence du lieu où il est né, non-seulement dans une autre commune de dans un autre département, mais qu'il peut encore, s'il le veut, aller se fixer en pays étranger; néanmoins, tant qu'il conserve la qualité de Français, il doit être inscrit sur les tableaux de recensement de la classe des jeunes gens de son âge dans le département de son dernier domicile. Lors du tirage au sort, l'absent est représenté à cette opération soit par un membre de sa famille, soit par le maire de sa commune; de droit, l'absent est déclaré propre au service militaire, s'il ne comparait personnellement devant le conseil de révision, à moins qu'il ne fasse parvenir des pièces en bonne forme, constatant ses droits soit à l'exemption, soit à la dispense du service militaire.

François-Julien Blanchard, né sur le sommet des Hautes-Alpes, se sentit animé de bonne heure du goût des voyages, et à l'âge de seize ans, descendant de ses montagnes, il s'embarqua au Havre sur un navire qui le transporta sur les bords du Mississippi. Julien, après avoir parcouru les principales contrées de l'Amérique du Nord, visita la Louisiane et alla se fixer à la Nouvelle-Orléans. C'est de là qu'il donna à sa famille des nouvelles de ses voyages, et bien avant 1846 le maire et les habitants de Saint-Julien-en-Champsaur savaient que leur jeune et hardi compatriote avait établi son domicile et sa résidence dans la capitale de la Louisiane.

Lorsque la classe de 1847 fut appelée à former son contingent pour l'armée, on porta le jeune Blanchard sur la liste du tirage; le sort lui attribua un mauvais numéro, et le conseil de révision des Hautes-Alpes, bien qu'il fut informé que ce conscrit habitait un autre hémisphère, l'inscrivit sur la liste définitive du contingent départemental. Sur ces entrefaites, la révolution de Février ayant éclaté, et la France ayant besoin de défenseurs, le commissaire du gouvernement de la République adressa au maire de la commune de Saint-Julien-en-Champsaur un ordre de route pour François-Julien Blanchard, l'un des jeunes soldats de cette commune appelé à l'activité.

Au nombre des pièces recueillies par l'information, se trouve un certificat émané du maire, en 1848. Cette pièce, qui a été lue par le greffier du 2^e Conseil de guerre, ne paraît pas avoir été rédigée avec tout le soin et toute l'attention nécessaires.

Ainsi, le maire certifie, à la date du 14 juin, qu'il a notifié un ordre de route, délivré le 18 du même mois par le commissaire du gouvernement de la République, à un jeune soldat et désigné, pour aller rejoindre le 1^{er} escadron du train des équipages militaire.

« Le jeune soldat, ajoute le maire, étant en résidence à la Nouvelle-Orléans, nous avons transmis l'ordre de route à l'habitation du père. »

Néanmoins, l'ordre de route enjoint au jeune Blanchard de se trouver le 19 juin 1848, à Gap, chef-lieu du département, sous peine d'être poursuivi pour insoumission et puni, conformément à l'art. 39 de la loi de 1832, d'un emprisonnement qui ne pourra être moindre d'un mois, à excéder une année. Le jeune émigré des Hautes-Alpes, qui, à la date où se faisaient ces actes singuliers, pouvait ignorer même la révolution de 1848; fut porté, comme manquant à l'appel du 19 juin, et, six mois après, le 18 décembre, il fut inscrit sur la liste des individus qui se trouvaient rebelles à la loi du recrutement.

Il y a quelques semaines, Blanchard débarqua au Havre, porteur d'un passe-port régulier délivré par M. le comte Mejan, consul de France à la Nouvelle-Orléans. Il ne tarda pas à apprendre qu'il avait été et qu'il pouvait être encore poursuivi sous l'inculpation du délit d'insoumission. Il se hâta de se présenter à l'état-major de la 1^{re} division militaire, où on lui donna l'ordre de se constituer prisonnier, à l'effet de faire purger par le Conseil de guerre la prévention dont il était l'objet. M. le maire du chef commandant la division, usant de bienveillance, et accorda sa liberté provisoire, et aujourd'hui Julien Blanchard, âgé de trente et un ans, comparait devant le Conseil militaire.

M. le président, au sieur Blanchard : Vous êtes prévenu

d'insoumission à la loi du recrutement; pourquoi n'êtes-vous pas parti avec les autres jeunes soldats de votre classe? un ordre de route a été envoyé à votre domicile à Saint-Julien, il fallait obéir.

M. le président: Je ne le pouvais puisque depuis l'enfance j'ai quitté les Hautes-Alpes, et que j'étais domicilié dans la Louisiane, à la Nouvelle-Orléans. L'ordre dont vous me parlez n'est jamais parvenu, et cependant j'avais des relations assez fréquentes avec le consulat de France.

M. le président: Vous venez de dire que vous avez quitté le pays dès votre enfance. A quel âge êtes-vous parti? Aviez-vous l'autorisation de votre famille?

M. le prévenu: Non-seulement je parlais de l'aveu de mes parents, mais encore avec une autorisation du maire qui me fit délivrer un passe-port; je n'avais pas encore atteint ma seizième année quand je me jetai sur un navire qui faisait voile pour l'Amérique.

M. le président: Quels sont les motifs qui vous ont ramené en France? Vous avez attendu, pour repartir dans le pays, que votre classe fût libérée du service.

M. le prévenu: Divers motifs m'ont fait revenir dans ma patrie: d'abord pour voir mes parents que je n'ai pas vus depuis mon jeune âge.

M. le président: Nous remarquons que votre passe-port, délivré en Amérique le 31 juillet, porte au dos les visés des autorités françaises, constatant que vous êtes arrivé en France le 3 octobre. Comment se fait-il que vous vous soyez si tôt présenté à la gendarmerie? Evidemment, vous saviez en débarquant quelle était votre position comme jeune soldat.

M. le prévenu: Non, colonel. Je n'ai su ma situation militaire que par un ami qui s'était trouvé dans le même cas et qui a été acquitté par le Conseil de guerre. Il m'a dit ce que j'avais à faire.

M. le président: Très bien, et, alors, vous avez pensé que vous n'auriez qu'à vous présenter pour être acquitté?

M. le commandant Pujol de Laftole, commissaire impérial, soutient la prévention.

Sans doute, dit l'organe du ministère public, M. le maire de Saint-Julien sachant que le jeune soldat était en résidence à la Nouvelle-Orléans, aurait dû faire renvoi de l'ordre de route à M. le préfet qui lui avait adressé, afin que ce haut fonctionnaire le transmettant à qui de droit, il fut adressé au consul de France à la Nouvelle-Orléans pour le faire notifier au jeune soldat résidant dans cette ville. Si le maire de 1848 n'a pas rempli ces formalités prescrites par les instructions ministérielles, et annotées en marge de l'ordre de route, il n'en résulte pas moins du certificat qu'il a délivré que cet ordre a été par lui transmis au père du prévenu.

Des lors, celui-ci n'a pu ignorer son appel à l'activité, et, dans ce cas, son devoir était de satisfaire à la loi du recrutement, mais Blanchard a mieux aimé rester en Amérique; il doit subir les conséquences de son insoumission.

La défense du prévenu est présentée par M. Dumessnil. Le Conseil, à la majorité de six voix contre une, déclare le prévenu coupable et le condamne à la peine de six jours d'emprisonnement.

Cette déclaration de culpabilité oblige de plein droit le sieur Blanchard à fournir à l'Etat sept années de service militaire, à moins qu'il n'aimé mieux se faire exonérer en versant 2,450 fr. à la caisse d'exonération.

Si Blanchard eût été déclaré non coupable, il était déchargé de toute obligation. Il avait droit à son congé de libération du service.

On lit dans le *Moniteur*: L'Empereur a écrit la lettre suivante à S. A. I. le Prince chargé du ministère de l'Algérie et des colonies:

« Saint-Cloud, le 30 octobre 1858. Mon cher cousin, je désire vivement qu'au moment même où vient de se terminer, la question de l'engagement des travailleurs libres pris sur la côte d'Afrique soit définitivement examinée et résolue d'après les véritables principes du droit et de l'humanité. J'ai réclamé énergiquement au nom du Portugal la restitution du *Charles-Georges*, parce que je me marierai toujours intacte l'indépendance du drap; peu national; et il m'a fallu dans cette circonstance la conviction profonde de mon bon droit pour risquer de rompre avec le roi de Portugal les relations amicales que jeme suis entretenues avec lui.

Mais, quant au principe de l'engagement des noirs, mes idées sont loin d'être fixées. Si, en effet, des travailleurs recrutés sur la côte d'Afrique n'ont pas leur libre arbitre, et si cet engagement n'est autre chose qu'une traite déguisée, je n'en veux à aucun prix. Car ce n'est pas moi qui protégerai nul part des entreprises contraires au progrès, à l'humanité et à la civilisation.

Je prie donc de rechercher la vérité avec le zèle et l'intelligence que vous apportez à toutes les affaires dont vous vous occupez; et comme la meilleure manière de mettre un terme à des causes continuelles de conflit serait de substituer le travail libre des écoles de l'Inde à celui des nègres, je vous invite à vous entendre avec le ministre des affaires étrangères, pour reprendre, avec le gouvernement anglais, les négociations qui avaient été entamées il y a quelques mois. Sur ce, mon cher cousin, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

« NAPOLÉON. »

CHRONIQUE

PARIS, 8 NOVEMBRE.

François Vitry, mécanicien, demeure avec sa mère à La Chapelle Saint-Denis, rue du Puits-Maudit, 3. Vitry est un bon fils, mais il est un fort mauvais interprète de la loi, et entend singulièrement la liberté individuelle. Son interprétation lui vaut aujourd'hui une condamnation devant le Tribunal correctionnel, sous la prévention d'arrestation illégale. Voici les faits:

M. Bauley, huissier près le Tribunal de la Seine, avait reçu de province une obligation de 8,000 francs sur laquelle était dû par la veuve Vitry un reliquat de 2,000 francs, avec ordre d'en poursuivre le recouvrement. Avant de commencer les poursuites, l'officier ministériel, par un sentiment de convenance que tout le monde apprécie, voulait prévenir la veuve Vitry de la mission qu'il était chargé, dans l'espérance qu'elle s'exécuterait volontiers ainsi les frais. A cet effet, il envoya chez cette femme un de ses clercs, Victor Devailly, homme imberbe, et plus petite taille, aussi humble de langage que de caractère. La femme Vitry le reçut poliment, lui promit de payer la note de sa demande, et d'écrire à son patron quand elle serait en mesure d'acquiescer à sa dette. Plusieurs jours s'écoulèrent sans qu'elle donnât de ses nouvelles; M. Bauley passa encore et elle ne répond pas.

C'est alors que le 16 octobre, M. Bauley envoie de nouveau son clerc Devailly à La Chapelle. Il se présente chez la femme Vitry, mais c'est son fils qui le reçoit. A peine l'homme s'emporte, l'insulte, l'appelle escroc, voleur, l'entraîne dans la maison, va chercher la garde, la ramène, et se met à battre le clerc Devailly entre deux soldats pour le conduire chez le commissaire de police.

A peine ce magistrat a-t-il pris connaissance des faits, qu'il ordonne la mise en liberté du jeune clerc, en lui appliquant le droit de demander la réparation.

M. le président, au prévenu: Vous vous êtes rendu coupable d'un acte très grave. Où avez-vous appris qu'on avait le droit de faire arrêter un citoyen par cela seul qu'il ne paie pas une dette?

François Vitry: Je croyais être dans mon droit, vu que ma mère ne doit rien.

M. le président: Cela serait-il vrai, vous aviez le droit de refuser de payer la dette, mais non de faire arrêter le porteur d'un titre.

François Vitry: Mais si on ne doit rien à quelqu'un qui vous réclame, c'est un voleur, et on a le droit de faire arrêter un voleur.

M. le substitut Dumas s'est chargé de répondre à cet argument, en requérant sévèrement l'application de l'art. 343 contre le prévenu, qui a été condamné à trois mois de prison.

Plaignant et prévenu seraient tout simplement, suivant ce dernier, deux livres échangistes, mais l'échange intervenu entre eux est assez inexplicable, c'est celui d'une montre d'or d'une valeur de 150 francs, contre une grosse montre d'argent, un de ces joyaux qui font la joie de messieurs les apprentis maçons.

M. le président: Vous êtes domestique dans un établissement de bains?

M. le prévenu: Oui, monsieur.

M. le président: Eh bien, je n'en félicite pas les personnes qui vous emploient; vous allez souper à la halle à deux ou trois heures du matin; vous y trouvez un individu que vous ne connaissez pas, et vous vous grisez avec lui. Il vous dit qu'un de ses amis va être arrêté pour vol, et il vous demande asile. Vous emmenez coucher avec vous l'ami d'un voleur; un échange de montres a lieu entre vous. Le prévenu prétend que cet échange est le prix d'infâmes complaisances de sa part; c'est bien possible. Nous n'avons pas à vous interroger sur ce point; si vous a rendez votre montre; mais, nous vous le répétons, tout cela est bien étrange; allez-vous asseoir. (Au prévenu): Eh bien, qu'avez-vous à dire?

M. le prévenu: J'ai à dire que monsieur m'avait changé sa montre pour la mienne, ma bague et mon épingle, même que je lui ai dit que sa montre valait mieux que ça; il m'a répondu: « Je n'ai pas besoin de ma montre, j'en ai deux autres. » Si bien que le lendemain nous avons été chez le commissaire, qui a mis monsieur dehors et moi dedans, où je suis innocemment depuis trois semaines.

M. le président: Nous vous le disons comme au plaignant, nous croyons fort qu'il y a là-dessous une sale et honteuse affaire.

Le Tribunal, attendu que la prévention n'est pas justifiée, renvoie le prévenu des fins de la poursuite.

DÉPARTEMENTS.

CHARENTE-INFÉRIEURE. — On lit dans l'Indépendant de Saintes: Une sanglante tragédie a eu lieu, mercredi de la semaine dernière, dans la commune de Saint-Sauvant, canton de Burie. Le sieur X..., boulanger, qui travaillait dans une autre localité, vint voir sa femme dont il était éloigné depuis quelque temps. Une dispute, dont nous ne connaissons pas bien la cause, s'éleva entre les deux époux. On dit que la femme ne fit pas bon accueil au mari; qu'elle lui reprocha sa venue et l'engagea à s'en retourner; que, sur l'intention manifestée par celui-ci de passer la nuit au domicile conjugal, elle aurait répondu qu'elle s'en irait coucher chez son père. Quoi qu'il en soit, le mari furieux frappa sa femme de plusieurs coups d'un petit couteau-poignard, et lui fit plusieurs blessures au dos, à la tête, aux bras, au bas-ventre et au sternum; celle du bas-ventre est la plus grave. Le coup a été donné avec une telle violence, que la lame a traversé tous les vêtements et a pénétré jusque dans la vessie; le métrère sortait par la plaie. Les médecins ne pensent pas que cette femme puisse se rétablir, on dit même qu'elle a succombé.

Des parents, des voisins, accourus au bruit de cette affreuse lutte et des cris de la victime, ont aussi été blessés en voulant secourir la femme, et ont reçu plusieurs coups de couteau sur différentes parties du corps. Il a fallu un temps assez long pour venir à bout de ce forcené, qu'on est parvenu à maintenir en l'attachant avec des cordes tout autour du corps. Le couteau était très commun, et d'une valeur de 50 à 60 c. tout au plus. La lame, longue de huit centimètres seulement, était toute repliée après la scène que nous venons de raconter. X..., en se débattant contre plusieurs hommes, avait frappé sur un mur, où une bonne lame d'acier se serait brisée. Les uns disent que la jalousie a été le mobile de ce crime; d'autres que le sieur X... avait déjà antérieurement donné des signes d'aliénation mentale. Il a été incarcéré dans la prison de Saintes.

LOIRE. — Un désastreux incendie vient d'avoir lieu à Arthon, le 4 de ce mois, et de porter la ruine au milieu de plusieurs familles. Quatorze maisons d'habitation, des écuries, des granges, le mobilier, les récoltes et provisions qu'elles contenaient ont été détruits.

Le feu s'est déclaré vers midi, dans un hangar conte-

nant de la paille; il a été mis par le jeune enfant d'un voisin nommé Boisset, qui jouait avec des allumettes chimiques. En peu d'instants l'incendie a fait d'effrayants progrès favorisés par un vent du nord très violent, au milieu des matières des plus combustibles. Son intensité était telle que des ornements en bois placés au-dessus du clocher ont été endommagés par le feu, bien que l'église ait été préservée, et le village entier était menacé.

Cependant la population de la commune et des communes voisines est venue en hâte porter des secours; les efforts des travailleurs, parmi lesquels on remarquait M. le Curé, M. de Neufbourg, fils de M. le maire absent, plusieurs personnes qui ont fait preuve d'un grand dévouement, les sapeurs-pompiers de Boën, et surtout la gendarmerie, sont parvenus à borner enfin le fléau; à 9 heures du soir l'incendie était éteint.

M. Tezenas, sous-préfet de l'arrondissement, s'est empressé de se rendre à Arthon, afin de prendre les mesures que nécessitait cette triste circonstance et pourvoir aux premiers besoins des victimes de l'incendie; M. le sous-préfet était accompagné de M. A. Gay, procureur impérial, qui a de son côté témoigné toutes ses sympathies pour ces malheureux, et de M. le Capitaine de gendarmerie.

On évalue les pertes occasionnées par l'incendie à 60,000 fr., et ce sinistre sera d'autant plus terrible, qu'à l'exception de deux maisons, dont une seule était assurée, toutes celles qui ont été brûlées appartenaient à de pauvres cultivateurs auxquels l'incendie enlève presque tout leur avoir.

En présence d'un tel désastre, outre les mesures qu'il a prises pour ces incendiés, M. le sous-préfet a autorisé l'ouverture d'une souscription en tête de laquelle il a bien voulu s'inscrire.

Les offrandes seront surtout bien nécessaires dans le premier moment, pour apporter quelque soulagement à la triste position des incendiés que la saison rigoureuse surprend sans asile, sans vêtement et sans pain.

Les souscriptions recueillies seront mises à la disposition de M. le sous-préfet, et leur montant sera immédiatement réparti aux malheureux auxquels il est destiné.

ÉTRANGER.

ANGLETERRE (Londres). — L'incident qui s'est produit au tribunal de police de Mansion-House, et dans lequel figuraient comme interlocuteurs l'alderman Salomons, ex-lord-maire, et le lieutenant de marine Higginsons, incident que nous avons reproduit dans notre numéro du 19 octobre dernier, a eu à Londres un retentissement qui vient de raviver la candidature de M. Salomons comme député de Greenwich. Un meeting fort nombreux a été réuni à la taverne des *Armes de la Reine*, Plumstead, à l'effet d'entendre les observations de M. Salomons à l'appui de sa candidature. Après avoir résumé ses principes politiques, l'alderman Salomons aborde les incidents de l'affaire du lieutenant Higginsons, qui est venu lui demander à son tribunal même une autorisation d'assigner les directeurs de la Compagnie du télégraphe transatlantique, et il ajoute:

« J'ai toujours été fier de ma réputation d'homme courtois et de la considération que j'ai acquise comme magistrat, et comme on a rappelé ici le procès Higginsons, je demande à donner des explications complètes sur ce point.

« Un gentleman que je ne connaissais pas, que je n'avais jamais vu, venant me demander, à moi magistrat, un permis d'assigner les directeurs de la compagnie du télégraphe transatlantique en alléguant une prétendue irrégularité dans la publication des noms des actionnaires. Le demandeur était un lieutenant de la marine royale, mais, dans cette circonstance, il était sous le coup d'une illusion qui le trompait complètement sur son droit. Je lui dis que j'avais moi-même engagé 25,000 francs dans cette compagnie, que cette somme était allée au fond de l'eau, et il me répondit qu'il avait aussi perdu 25,000 fr., mais il expliqua cette perte en disant qu'il aurait gagné cent argent, si la compagnie n'avait pas repoussé une invention qu'il avait proposée.

« Je lui dis que je ne pouvais juger cette question, et je l'ajournai au lendemain, jour où les solliciteurs de la compagnie seraient présents.

« Ce qui s'est passé le lendemain à l'audience a été représenté d'une manière qui tourne à mon désavantage. J'examinai attentivement le procès dont il s'agissait, et, quand j'eus acquis la conviction que je n'avais pas juridiction pour le juger, je conseillai au lieutenant de s'adresser à la Cour des rôles. Dans tout cela, je n'ai pas cessé un moment d'avoir pour M. Higginsons les égards qui lui sont dus. Parce que, le second jour, j'ai dit à M. Higginsons que j'étais désolé d'avoir à le prier de sortir de l'audience, quelques journaux ont voulu voir dans ce fait des excuses que j'avais adressées au lieutenant, quand rien n'était plus loin de ma pensée.

« Tels sont les faits; et, quoique certains journaux m'aient accusé d'avoir été inconvenant, et que le *Punch* ait cru devoir m'adresser des remontrances à cet égard, je suis sûr d'avoir agi comme je le devais. »

COMPAGNIE UNIVERSELLE

CANAL MARITIME DE SUEZ,

Fondée par décret de S. A. le vice-roi d'Egypte. Le capital de la compagnie est fixé à 200 millions de francs, divisé en 400,000 actions de 500 francs chacune. Le versement à effectuer en souscrivant est de 50 fr. par action.

Le second versement, de 450 fr. par action, devra être effectué après la publication de l'avis de répartition. Pendant la durée des travaux et à partir de la remise des titres provisoires, les sommes versées jouiront d'un intérêt de 5 pour 100 l'an.

Aucun autre appel de fonds n'aura lieu avant deux ans. La souscription générale sera centralisée à Paris, les sommes en provenant seront versées à la Banque de France ou dans ses succursales. Un comité opérera la répartition au prorata des souscriptions totalisées, sans distinction de nationalité.

La souscription, ouverte le 5 novembre, sera close le 30 du même mois. Les souscriptions sont reçues: A Paris, dans les bureaux de la Compagnie, place Vendôme, 16; Dans les départements et à l'étranger, chez MM. les banquiers et correspondants de la Compagnie.

5,000 actions de la Compagnie Royale de la Canalisation de l'Ebvre, Société anonyme, sont mises à la disposition du public, par MM. Ed. AIME et C^e, banquiers à Paris, aux conditions suivantes: Les actions de 533 fr. 33 c. sont cédées au prix de 400 fr.

Elles sont payables: 100 fr. comptant et 100 fr. de mois en mois jusqu'à libération. Un escompte à raison de 6 pour 100 l'an est ac-

cordé aux personnes qui libèrent leurs titres par anticipation.

DRÔITS ET PRIVILÈGES.

1^o MINIMUM D'INTÉRÊT de 6 pour 100 par an sur 533 fr. 33 c., 32 fr. par action, (soit 8 pour 100 sur 400 fr.) GARANTI par le gouvernement espagnol, après l'achèvement des travaux, — déjà terminés aux trois quarts;

2^o Monopole de la navigation à vapeur entre Sagorosse et la mer pendant toute la durée de la concession (99 ans);

3^o Perception d'un péage pour le transport des marchandises et des voyageurs;

4^o Perception de redevances sur les terrains à irriguer par les eaux du fleuve;

5^o Propriété des terrains desséchés ou conquis sur les rives;

6^o Concession perpétuelle des chutes, barrages anciens et nouveaux, pour établissements industriels ou agricoles.

Font partie du conseil d'administration:

MM. Emile PEREIRE, Adolphe D'EICHTAL, Casimir SALVADOR, DE ABAOIA, administrateurs du Crédit mobilier à Paris. Adolphe LAFFITTE, banquier à Paris. BIXIO, ancien ministre, à Paris. DUCLEUC, ancien ministre, et vice-président du Crédit mobilier à Madrid. ALVAREZ, régent de la Banque d'Espagne à Madrid. O'SHEA, banquier à Madrid, etc., etc.

Adresser les demandes à Paris chez MM. Ed. AIME et C^e, banquiers, rue de Grammont, 27, en les accompagnant d'un versement de 100 fr. par action, ou de l'avis du paiement de même somme effectué à leur crédit à l'une des succursales de la Banque de France.

— En vente chez Perrotin, 41, rue de la Fontaine-Molière, l'édition in-18 des Œuvres posthumes de Béranger, 2 volumes à 3 fr. 50. Le premier contient les chansons dernières et les notes inédites de Béranger; le second contient *Ma biographie* et l'appendice.

— BAISSÉ DE PRIX CONSIDÉRABLE sur les TAPIS et TAPISSERIES POUR APPARTEMENTS.

Les MAGASINS DE NOUVEAUTÉS DU LOUVRE viennent d'acheter, avec une énorme réduction de prix, deux mille pièces de Tapis et Tapisseries pour appartements, qu'ils mettent en vente à un BON MARCHÉ sans précédent.

Bourse de Paris du 8 Novembre 1858.

Table with 2 columns: Instrument and Price. Includes Au comptant, D^ec. 73 50, Fin courant, 73 75, etc.

AU COMPTANT.

Table with 2 columns: Instrument and Price. Includes 3 0/0, 4 0/0, Oblig. de la Ville, etc.

A TERME.

Table with 2 columns: Instrument and Price. Includes 3 0/0, 4 1/2 0/0, etc.

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET.

Table with 2 columns: Railway and Price. Includes Orléans, Nord, Est, Paris-Lyon et Médit., etc.

AU PRINCE EUGÈNE, 17, rue Vivienne.

Vêtements pour hommes et enfants, confectionnés et sur mesure. — Ce vaste établissement est sans contredit le plus grand et le mieux assorti de Paris. Ce qui est très précieux pour l'acheteur, c'est de trouver un assortiment complet de vêtements nouveaux très solidement établis avec des étoffes de premier choix. Le tailleur le plus en vogue ne fait pas mieux et vend 25 ou 30 pour 100 plus cher. Chaque fin de saison, les marchandises restant en magasin sont expédiées pour les colonies; cela permet à cette maison d'avoir constamment les formes les plus nouvelles et surtout les mieux portées. — Très grand choix d'étoffes en pièces pour la mesure. Il y a un magasin spécial pour la livrée.

— Aujourd'hui mardi, au Théâtre-Français, le Verre d'eau et le Voyage à Dieppe avec Prévost, Leroux, Got, Bressant, M^{me} Bonval, Nathalie, Madeleine Brohan, Fix et Emilie Dubois.

— Aujourd'hui mardi, au théâtre impérial Italien, Norma, opéra en deux actes de Bellini, chanté par M^{me} Penco, Cambardi, MM. Ludovico Graziani, Angelini.

— Aujourd'hui, à l'Opéra-Comique, le Pré-aux-Clercs, opéra-comique en trois actes, paroles de M. de Planard, musique d'Hérold, joué par Ponchartré, Couderc, Sainte-Foy, Davoust, M^{me} Revilly, Henrion et Decroix. On commencera par Jean de Paris.

— Ce soir, au Théâtre-Lyrique, les Noces de Figaro, opéra en quatre actes de Mozart. M^{me} Ugalde, Vandenhoven-Duprez et Miolan-Carvalho chanteront les principaux rôles. Demain, Obéron et Broskovano.

— VAUDEVILLE. — 97^e représentation des Lionnes pauvres, de MM. Augier et Fournier; Félix Parade et M^{lle} Fargueil, interpréteront ce remarquable ouvrage. Le Soufflet anonyme et la Contrebasse compléteront ce spectacle attrayant.

— Au premier jour, à la Gaité, par extraordinaire, pour les représentations de Laferrrière, la rentrée de Paulin Méaier et